



L'Intersyndicale des retraités de la Vienne ; CGT, FO, FGR, FSU, Sud Solidaires, UNSA

Lettre ouverte à Messieurs les Députés de la Vienne.

Elus en juin 2017, les premières mesures annoncées par le gouvernement que vous soutenez, concernent les retraités. Ces mesures sont très largement contestées.

Dès le 28 septembre 2017, les retraités ont réagi en nombre dans la rue. Le 15 mars puis le 14 juin 2018, la protestation s'est amplifiée contre la hausse de la CSG et le gel des pensions pour 2018. A chaque fois, des audiences ont été demandées et parfois obtenues. Nous vous avons alors fait part des mécontentements qui s'exprimaient, de la colère qui montait parmi les retraités. Nous vous avons fait part des injustices ressenties et de l'inégalité des mesures imposées.

Profitant de l'été le Gouvernement s'est livré à de nouvelles attaques plus sévères encore :

- désindexation et « revalorisation » de toutes les pensions fixée à 0,3 % pour 2019, alors que l'inflation prévue sera proche de 2 % en 2018 et 2019
- pire encore assimilation de la pension à une allocation sociale comme si ce salaire différé issue de cotisations de décennies de labeur devenait une aumône.

et que dire enfin des diverses augmentations de taxes notamment sur les carburants et moyens de chauffage qui touchent du reste toute la population.

Messieurs les Députés, quand allez vous commencer à nous entendre ?

Vous affirmez toujours de bonnes intentions (« revaloriser le travail » comme si les retraités étaient des profiteurs! - suppression de la taxe d'habitation en trois ans qui ne comblera que très partiellement les ponctions effectuées et celles d'ores et déjà programmées) et avez réponses à tout mais les arguments que vous nous opposez, à chaque rencontre, pour justifier les mesures gouvernementales très injustes résonnent de plus en plus comme les mensonges d'une langue de bois et d'éléments de langage bien affûtés ... à l'exception de la formule prêtée au Président de la République : « arrêter d'emmerder les retraités » !

Alors oui nous exigeons la suppression de la CSG, l'indexation des pensions sur les salaires, leur revalorisation et le maintien des pensions de réversion sans conditions de ressources. Oui nous exigeons le rétablissement de la demi-part pour les veuves et veufs, lors du calcul de l'impôt car dans le même temps la France reste championne en matière de distribution de dividendes aux actionnaires !

Non les retraités ne sont pas des nantis ! Mais ils sont en colère et ils n'accepteront plus de se laisser dépouiller au profit de ceux qui n'ont aucun besoin de tout l'argent accumulé au détriment des plus modestes !

Poitiers le 18 Octobre 2018.